

Accord professionnel

ADMINISTRATEURS ET MANDATAIRES JUDICIAIRES

(28 septembre 2007)

■ *Journal officiel* du 23 mai 2008

Arrêté du 16 mai 2008 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur du personnel des administrateurs et des mandataires judiciaires

NOR : MTST0811988A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 (anciennement article L. 133-8, alinéas 1 et 3) ;

Vu l'accord national professionnel du 28 septembre 2007 relatif à la formation professionnelle du personnel des administrateurs et des mandataires judiciaires ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 12 février 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords) rendu lors de la séance du 22 avril 2008,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans son champ d'application, les dispositions de l'accord national professionnel du 28 septembre 2007 relatif à la formation professionnelle du personnel des administrateurs et des mandataires judiciaires.

Le deuxième tiret du premier alinéa de l'article 3-2-3 (Mise en œuvre de la période de professionnalisation) est étendu sous réserve du respect des dispositions de l'article L. 6324-5 du code du travail (anciennement article L. 980-1), qui prévoient que les séquences de formation peuvent être dispensées par l'entreprise lorsqu'elle dispose d'un service de formation.

Le deuxième alinéa de l'article 3-2-6 (Contribution financière au titre de la professionnalisation) est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 6331-14 du code du travail (anciennement article L. 951-1-II).

La deuxième phrase du troisième alinéa de l'article 4-4 (Utilisation du droit individuel à la formation) est étendue sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 6323-3 du code du travail (anciennement article L. 931-20-2).

Le deuxième alinéa de l'article 4-9 (Contributions financières de la formation professionnelle) est étendu sous réserve de l'application des dispositions des articles L. 6331-14 du code du travail (anciennement article L. 951-1-II) et R. 6332-47 (anciennement article R. 964-13, alinéa 1).

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 mai 2008.

Pour le ministre et par délégation :
*La sous-directrice des relations individuelles
et collectives du travail,*
E. FRICHET-THIRION

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/2, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.